

Le Grain de Sable

Bulletin du comité local de La Ciotat

Eté 2013
N°106



attac

Association
pour une taxation
des transactions
financières et
pour l'action
citoyenne

Sommaire :

Page 1 : projection débat le 20 juin du film « le tribunal des banques »

Page 2 : les paradis fiscaux et judiciaires

Page 3 : retour sur l'AG et Altersommet

Page 4 : agenda militant. Coin lecture.

Jeudi 20 juin 2013 à 18h30 à la maison des associations Projection du film « le tribunal populaire des banques »



La Compagnie NAJE (Nous n'Abandonnerons Jamais l'Espoir), s'est associée à Attac pour créer et mettre en scène un tribunal des banques. Le texte a été écrit par Jean-Paul Ramat de NAJE il a été relu par Dominique Plihon et mis en scène par Fabienne Brugel de NAJE. Ce texte a été joué par une équipe composée de comédiens et militants de NAJE et de militants d'ATTAC.

Les banques sont non seulement « trop grosses pour faire faillite », mais trop gigantesques pour être contrôlées. Il faut une véritable séparation des banques de dépôts et des banques d'affaires ; il faut des banques à taille humaine, tournées vers ce qui devrait être leur métier de base : une collecte des dépôts et une offre de produits d'épargne simples et peu rémunérées ; une politique de prêts tournée vers l'utilité sociale et écologique. Dès demain un pôle public financier doit être créé, au plan national et européen avec les banques publiques et celles qu'il a fallu sauver de la faillite. Le système bancaire doit être socialisé pour redonner le contrôle et la responsabilité à la société entière. La socialisation devra prendre d'autres formes que l'étatisation afin de répondre aux besoins locaux et de permettre un véritable contrôle démocratique.

Extrait d'une brochure d'Attac qui sera présenté à l'université d'été.

Les paradis fiscaux et judiciaires.

Résumé d'un texte écrit par G. Gourguechon,

Membre du Conseil scientifique d'Attac.

L'idée d'avoir des zones et territoires « hors loi commune » est ancienne, c'est ainsi qu'ont existé des « comptoirs », des zones franches depuis fort longtemps et que la Suisse s'est organisée avec ses banques pour accueillir les français et les allemands soumis à leur nouvel impôt sur le revenu (1914). Mais c'est entre les années 1957-1980 qu'en liaison avec le développement du libéralisme financier, (liberté de circulation des capitaux sur l'ensemble de la planète, sans contrôles et sans limites), qu'ils ont été multipliés.

Quelles sont leurs caractéristiques :

- paradis fiscaux : ces territoires offrent un régime fiscal faible ou inexistant pour la plupart des natures d'impôt et de préférence pour les non-résidents de ces territoires.
- Paradis judiciaires : la justice y est généralement plus laxiste à l'égard de ce qui serait qualifié de crime ou de délit en matière financière dans la plupart des autres pays.
- Paradis bancaires : le secret bancaire est une règle absolue parfois inscrite dans la constitution du pays.

On dénombre aujourd'hui une soixantaine de paradis fiscaux dont la moitié dépendent de la city de Londres.

Leurs méfaits :

- **ils siphonnent les ressources mondiales** : en permettant aux riches particuliers, aux grosses entreprises, aux trafiquants et aux mafias d'échapper aux impôts qu'ils devraient payer dans leur pays d'origine ou dans les pays où ils exercent des activités. Des fonds importants qui auraient pu se retrouver dans les investissements productifs sont détournés vers la spéculation par exemple. Ils participent au creusement des déficits publics et à la mise sous contrôle des Etats par les marchés financiers.
- **Ils affaiblissent la souveraineté des Etats** : en facilitant la fraude fiscale et la corruption, en protégeant l'argent du crime organisé, en offrant un espace dérégulé aux investisseurs financiers.
- **Ils pèsent sur l'économie réelle** : ces fonds qui manquent aux budgets publics, les capitaux qui auraient été source de biens et de services nouveaux se retrouvent en grande partie dans d'autres circuits économiques et financiers souvent spéculatifs. Ils produisent aussi un miroir déformant de l'économie mondiale : le premier pays exportateur de bananes vers l'Europe est le paradis fiscal de Jersey ! Le recours massif aux paradis fiscaux par les multinationales fait mentir l'ensemble des statistiques économiques.

Dans les dégâts et méfaits provoqués on peut rajouter le dumping fiscal, social et environnemental ; leur rôle dans

les crises financières et dans la multiplication des dettes publiques....

Les utilisateurs et bénéficiaires :

- Les riches particuliers et les multinationales, avec des législations faites « sur mesure » pour cette clientèle.
- Les trafiquants et les mafias, attirés par les services offerts par ces territoires et qui sont ainsi à l'abri des polices et des justices.
- Les cabinets d'audit, les avocats fiscalistes : les « big 4 » (KPMG, Ernst&Young, Pricewaterhouse&Coopers, Deloitte), opèrent dans les zones grises de droit fiscal en proposant leurs produits d'optimisation fiscale. Ces cabinets conseillent des gouvernements des territoires offshores, sur la mise en œuvre de nouvelles législations fiscales. Ils disposent de plus de 9000 conseillers sur la planète. Toute politique de lutte contre les paradis fiscaux devra mettre en cause les pratiques douteuses de ces cabinets.

Quelles mesures concrètes derrière les discours ?

Depuis que quelques scandales sont rendus publics grâce à l'acharnement de quelques journalistes, les responsables politiques s'agitent au plan national et au niveau international pour annoncer que la lutte contre l'évasion fiscale et les paradis fiscaux allait connaître une nouvelle étape : agitation contre les paradis fiscaux en 2000, nouvelle accélération en 2009 suite à la crise financière de 2008 et nouvelle effervescence avec le conseil européen des 22 et 23 mai 2013 sur l'évasion fiscale qui s'est terminé sur un énorme fiasco : refus par la chancelière allemande de l'idée d'une assiette commune consolidée pour l'impôt sur les sociétés et faute d'unanimité aucune mesure concrète n'a été adoptée concernant la directive sur la fiscalité de l'épargne.

Attac propose 5 mesures urgentes pour stopper l'évasion fiscale :

1. *embaucher sous 12 mois au moins 1000 agents de contrôle fiscal*
2. *exiger des banques la communication de l'identité de tous les ressortissants français détenteurs de comptes à l'étranger*
3. *établir une liste crédible des paradis fiscaux*
4. *donner 12 mois aux banques opérant en France pour fermer leurs filiales dans ces territoires*
5. *imposer le « reporting* pays par pays » aux multinationales établies en France.*



**obligation de publier les prix de transfert, les profits et les impôts payés pays par pays par les banques et les transnationales, mais aussi les activités des chambres de compensation, identification automatique des titulaires et des montants des fortunes offshore et des sociétés-écran.*

Retour sur l'Assemblée Générale de notre comité local.



L'Assemblée Générale du CL a réuni 32 participants, procurations comprises. L'innovation cette année était de la tenir sur une journée et dans un lieu champêtre.

La matinée a été consacrée à la restitution de nos travaux sur l'audit citoyen de la dette publique et la décision d'organiser un débat public à la rentrée a été retenue.

Après un repas partagé dans le vent mais dans la bonne humeur, nous avons procédé à l'AG avec la lecture des rapports d'activité et financier qui ont été approuvés à l'unanimité moins une abstention.

Les candidats du CA ont été élus à l'unanimité : Philippe Bonneau, Joseph Bourges, Perla Chocteau, Roger Dellac, Edmond Diaques, Elsa Drillon, Mathieu Favré, Marie-Pierre Massebeuf, Denis Quatrelivre, François Rensch, Joëlle Rojas.

Une discussion portant sur les perspectives de l'année à venir a ensuite eu lieu. Au niveau local les Plan Local d'Urbanisme, et Plan de Déplacement Urbain dont les résultats de l'enquête publique seront suivis de près. Au niveau plus global : la transition écologique et sociale, la campagne banques et celle sur l'éradication des paradis fiscaux. La perspective d'interpeller les candidats aux élections municipales sera étudiée par le Conseil d'Administration.

Nous envisageons d'être plus présents sur les marchés en réalisant des actions plus percutantes que la simple distribution de tracts, et d'organiser plus régulièrement des « ciné Attac ».

Le groupe communication qui a été créé, nous a fait part de leurs avancées et des objectifs d'une nouvelle communication afin d'élargir notre audience en nous dotant de nouveaux outils numériques.

Altersommet, 7-8 juin Athènes Notre Europe est en marche !

Trois mille militant-e-s européen-ne-s et plus de 180 mouvements associatifs, syndicaux, indignés, étudiants, précaires, féministes, écologistes venus de toute l'Europe se sont rencontrés à l'Alter Sommet d'Athènes du 7 au 9 juin.

Plus d'une douzaine d'assemblées étaient organisées autour de thématiques telles que les luttes contre l'extrême-droite, pour le logement, la régulation financière ou encore les biens communs. Elles ont permis de discuter de la construction des résistances et des alternatives européennes à l'austérité.

L'objectif : déterminer des initiatives et stratégies communes sur la base du Manifeste des peuples, élaboré collectivement au sein du réseau Alter Sommet, et qui rassemble des revendications fortes pour une autre Europe démocratique, sociale, écologiste et féministe.

Le manifeste a été rendu public à l'occasion de la grande plénière du vendredi 7 juin au cours de laquelle sont intervenus de nombreux représentants des mouvements européens avec notamment Aurélie Trouvé d'Attac ou encore Alexis Tsipras de Syriza, ainsi que des représentants de mouvements sociaux et syndicats du Portugal, d'Espagne, de Grèce, Hongrie, Norvège, Allemagne, France, mais aussi de Turquie, de Tunisie et d'Equateur...

L'Alter Sommet s'est conclu dans les rues d'Athènes, avec une grande manifestation européenne de solidarité avec toutes les résistances contre l'austérité. Parmi les suites envisagées à donner à cette mobilisation ont été évoquées une mobilisation européenne à l'occasion du Semestre budgétaire (soumission à la Commission européenne des budgets nationaux en octobre 2013) et de l'inauguration du nouveau bâtiment de la Banque centrale européenne avec les mouvements sociaux allemands courant 2014.

Attac France



Photo R.tzanos

Le coin lecture



Partout en Europe la même question se pose : payer la dette ou préserver la démocratie ?

Partout les plans d'austérité se succèdent, imposés par la sinistre Troïka et les créanciers. M. Hollande, à peine élu, ratifie sans en changer un seul mot le traité budgétaire qu'il avait promis aux électeurs de renégocier. De droite ou de gauche, les actuels gouvernants ne pensent qu'à sauver les banques et « rassurer les marchés ».

Pourtant la dette est la condition-même du vivre-ensemble : la dette sociale, entre les citoyens et entre les générations ; la dette écologique, entre les humains et la nature. Mais pour rembourser la dette financière, les créanciers veulent liquider ces dettes de vie, en sacrifiant les protections sociales et les équilibres écologiques.

Pourtant, on le montre ici, la dette publique ne provient aucunement de dépenses publiques excessives, ni d'un supposé laxisme d'élus qui seraient trop sensibles à la pression des électeurs. Bien au contraire, les représentants n'obéissent plus aux citoyens mais aux marchés. C'est pourquoi, d'Athènes à Tunis en passant par Wall Street, les révoltes populaires et mouvements « Indignés » ou Occupy s'attaquent à la fois aux oligarchies de la finance et de la politique. Ces mouvements s'inscrivent dans la longue tradition trop méconnue de la « démocratie par en bas ». Nous avons assez critiqué la dictature des financiers et la trahison des élus : l'heure est venue de construire en théorie et en pratique les outils d'une nouvelle démocratie, sociale et écologique.

Le féminisme est un outil puissant pour changer la société. Ce n'est ni un nouveau dogme, ni une utopie. C'est notre conviction et nous avons souhaité la faire partager à travers ce livre. C'est une caractéristique des courants féministes que d'avoir participé à l'émergence des luttes d'émancipation et de continuer à porter un questionnement salutaire sur le pouvoir, la démocratie et la représentation en politique. Cet ouvrage défend l'idée que le féminisme a un rôle important à jouer pour faire émerger un nouvel imaginaire social.



Dimanche 16 juin: les adhérents d'Attac font la fête pour les 15 ans d'Attac à La Pétoulette.

Jeudi 20 juin : à 18h30 à la maison des associations, réunion du comité local : projection/débat du tribunal des banques.

Du 26 au 29 juillet: université d'été d'Attac à Nîmes. Cette année, l'université citoyenne d'Attac France se tiendra à l'université de Nîmes sur le site « Vauban » situé dans une ancienne citadelle du même nom à deux pas du centre-ville.

Le programme est en cours de finalisation.

<http://www.france.attac.org/evenement/luniversite-citoyenne-26-29-juillet-nimes>

Du 18 juillet au 29 août : 6^{ème} édition de l'Alter Tour qui passera par le Loiret, la Nièvre, l'Yonne, la Côte d'or, la Saône et Loire, le Jura et le Doubs. Plus d'informations sur : <http://www.altertour.net>

Les 3 et 4 août: weekend end festif et militant à Notre Dame des Landes.

Ce sera LE rassemblement incontournable de l'été pour la défense des terres et des emplois agricoles menacés, pour une meilleure utilisation de l'argent public et pour l'arrêt des projets aussi inutiles que destructeurs, ici comme ailleurs ! Mais incontournable aussi pour inventer et mettre en œuvre de manière solidaire les alternatives indispensables: pour la transition énergétique, la lutte contre le réchauffement climatique et le retour à une solide représentation citoyenne, confisquée par les classes politiques dirigeantes.

Du 19 au 25 août : l'alter village a lieu en Franche-Comté à la ferme de la batailleuse. L'alter village est un espace temporaire où s'organise une vie collective. Programme et infos pratiques : altervillage@attac.org.

Jeudi 5 septembre : Conseil d'Administration du comité local ouvert à tous les adhérents.

Samedi 7 septembre : nous serons présents au forum des associations.

